



PREFET DU TARN

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT**
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

ICPE n° 2013-0038

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

**à l'encontre de la SARL Les Carrières de l'Arthuziè représentée par la SCP VITANI BRU –
ZAC le Causse – Espace Entreprise – 81100 Castres, liquidateur, pour la mise en œuvre de la
procédure définitive de cessation d'activité des exploitations de carrière de granite sises
lieu-dit *Plamborde* de la commune de Burlats,
et lieu-dit *Bois de L'Ebès* de la commune de Saint-Salvy de la Balme.**

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de commerce ;
- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ; R. 512-39-1 et R. 512-39-3 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 23 août 2016, portant nomination de Monsieur Jean-Michel MOUGARD en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY en qualité de sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2006, au bénéfice de la SARL Les Carrières de l'Arthuziè, 38 lotissement du Carla – 81100 Burlats, autorisant le renouvellement avec extension de l'autorisation d'exploiter la carrière de granite située lieu-dit *Plamborde* du territoire de la commune de Burlats ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 février 2008, au bénéfice de la SARL Les Carrières de l'Arthuzié, 38 lotissement du Carla – 81100 Burlats, portant modification de l'autorisation d'exploiter du 26 janvier 2006 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010, au bénéfice de la SARL Les Carrières de l'Arthuzié, 38 lotissement du Carla – 81100 Burlats, autorisant l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de granite située lieu-dit *Bois de l'Ebès* du territoire de la commune de Saint-Salvy de la Balme ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 18 décembre 2018 faisant suite à la l'annonce du jugement d'ouverture de liquidation judiciaire concernant la SARL Les Carrières de l'Arthuzié, 38 lotissement du Carla – 81100 Burlats ;

Considérant que par jugement du 7 décembre 2018, le tribunal de commerce de Castres a prononcé l'ouverture de la liquidation judiciaire la SARL Les Carrières de l'Arthuzié, 38 lotissement du Carla – 81100 Burlats ;

Considérant que par ce même jugement d'ouverture de liquidation judiciaire visant la SARL Les Carrières de l'Arthuzié, la SCP VITANI BRU – ZAC Le Causse – Espace Entreprise – 81100 Castres est désignée comme liquidateur ;

Considérant que selon les dispositions de l'article L. 641-9 du code de commerce « Le jugement qui ouvre ou prononce la liquidation judiciaire emporte de plein droit, à partir de sa date, dessaisissement pour le débiteur de l'administration et de la disposition de ses biens même de ceux qu'il a acquis à quelque titre que ce soit tant que la liquidation judiciaire n'est pas clôturée. Les droits et actions du débiteur concernant son patrimoine sont exercés pendant toute la durée de la liquidation judiciaire par le liquidateur », et qu'en conséquence, selon le conseil d'État, « lorsque les biens du débiteur comprennent une installation classée pour la protection de l'environnement dont celui-ci est l'exploitant, il appartient au liquidateur judiciaire qui en assure l'administration, de veiller au respect des obligations découlant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement » ;

Considérant qu'afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 de ce même code, de mettre en demeure la SARL Les Carrières de l'Arthuzié, représentée par la SCP VITANI BRU, de veiller au respect des obligations découlant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que lors de l'inspection du 21 octobre 2012 par la DREAL, la carrière sise lieu-dit *Bois de l'Ebès* de la commune de Saint-Salvy de la Balme était en activité ;

Considérant que lors de l'inspection du 15 mai 2018 par la DREAL, la carrière sise lieu-dit *Plamborde* de la commune de Burlats était en activité ;

Considérant que ces deux exploitations de carrières n'ont fait l'objet d'aucune notification au préfet de mise à l'arrêt définitif ni d'une quelconque remise en état même partielle déclarée par l'exploitant la SARL Les Carrières de l'Arthuzié ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL Les Carrières de l'Arthuzié représentée par la SCP VITANI BRU, de respecter les prescriptions réglementaires de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, ainsi que celles de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et des arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter des 26 janvier 2006 et 25 mai 2010, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, l'exploitant, représenté par le liquidateur, a été destinataire du projet d'arrêté de mise en demeure et du rapport associé visant à l'informer des obligations de la société en liquidation en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, et a disposé de 15 jours pour faire part de ses observations à l'autorité administrative ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Tarn,

ARRÊTE

Article 1 :

La SARL Les Carrières de l'Arthuzié sise 38, lotissement du Carla – 81100 Burlats, représentée par Maître BRU, mandataire liquidateur de la SCP VITANI BRU, est mise en demeure de :

- Respecter les dispositions réglementaires de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, pour chacune des deux carrières autorisées au bénéfice de la SARL Les Carrières de l'Arthuzié, rappelées ci-dessous :
 - Notifier la cessation d'activité au préfet du Tarn ;
 - Indiquer les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :
 - ✓ L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, « la gestion des déchets » présents sur le site ;
 - ✓ Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
 - ✓ La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
 - ✓ La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
 - Placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
- Indiquer les mesures prévues pour assurer la remise en état de chacune des deux carrières autorisées au bénéfice de la SARL Les Carrières de l'Arthuzié, conformément aux prescriptions de l'article 12.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé, rappelées ci-dessous :
 - L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.
 - Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- ✓ la mise en sécurité des fronts de taille ;
- ✓ le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- ✓ l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

- Respecter les prescriptions relatives à la remise en état de chaque site, qui figurent dans les arrêtés préfectoraux d'autorisation susvisés.

dans **un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Si au terme du délai fixé à l'article 1, l'exploitant représenté par le liquidateur susvisé, n'a pas déféré à la présente mise en demeure, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Burlat et de Saint-Salvy-de-la-Balme pour être communiquée à toute personne qui en ferait la demande et pour affichage pendant une durée minimale de 1 mois. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé au préfet par le maire de Burlat et de Saint-Salvy-de-la-Balme.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 :

La présente décision ou le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn ; le sous-préfet du Castres, les maires de Burlats et de Saint-Salvy de la Balme ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Maître Bru SCP VITANI BRU à Castres.

Fait à Albi, le **11 FEV. 2019**

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,

François PROISY